



► En dépit des discours rassurants du Gouvernement, les effets de la crise continuent à peser sur les salariés, victimes du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat et de l'absence de revalorisation des salaires.

► La "moralisation du capitalisme" a été cruellement démentie par le scandale du bonus des traders. La prochaine réunion du G20 risque fort d'être une mise en scène de plus.

En effet, le Gouvernement a accentué les orientations de sa politique libérale et annonce de nouvelles régressions concernant les retraites et la protection sociale.

► Il renforce sa volonté de démanteler la Fonction publique (Loi mobilité votée en juillet , suppression de 34000 emplois au Budget 2010 dont 16000 dans l'Education...).

► Dans notre secteur, jamais le décalage n'a été aussi grand entre d'une part les discours d'autosatisfaction du Recteur et du Ministre mettant l'accent sur les innovations liées au nouveau pilotage du système éducatif et, d'autre part, la réalité d'asphyxie du service public d'éducation que vivent au quotidien personnels et élèves dans les établissements.

► Les conséquences de la politique de suppressions massives de postes dans le cadre de la RGPP et de la refonte du système éducatif conditionnent toutes les régressions que nous combattons : réduction de l'offre de formation, définition d'un socle commun de connaissances, dégradations des conditions de travail des personnels qui vivent une véritable souffrance dans l'exercice de leur métier, problème aigu du

remplacement, manque de personnels de vie scolaire, d'orientation, de santé, explosion de la précarité ...

► Le SNES, lors de son Conseil national de septembre, a décidé de mener dès maintenant, avant le vote du Budget, une campagne auprès des personnels et de l'opinion publique sur les conditions de travail , l'exercice des métiers et l'avenir du système éducatif. Elle a pour objectif, sur la base de revendications partagées, de déboucher sur la construction d'une vaste mobilisation permettant la réussite d'une grève puissante dans l'Education afin d'obtenir une autre politique pour le système éducatif, ses personnels et les jeunes.

► Cette campagne doit aussi se mener sur le terrain de la syndicalisation.

La puissance de l'action collective dans l'Education contribuera à la construction d'un mouvement d'envergure dans la Fonction publique et l'Interpro dont on ne saurait se passer.

Marie-Damienne Odent Maria Bolzinger
Michel Vialle Jean-Jacques Duchon